



UNIVERSITÄTS-  
BIBLIOTHEK  
HEIDELBERG

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 15 (1987)

DOI: 10.11588/fr.1987.0.53291

---

#### Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

dépassant les explications monistes traditionnelles. C'est ainsi qu'il retient les deux explications classiques (par l'évolution de la masse monétaire et par l'évolution de la balance des paiements) mais en les intégrant dans une explication plus large, «structurelle», proprement historique, qui fait intervenir les différents groupes sociaux. C'est en effet le combat mené par chacun de ces groupes pour préserver sa part de revenu national en période de crise, combat qui n'est pas arbitré par un pouvoir politique trop faible, qui est le grand moteur de l'inflation. A cette explication nuancée KINDLEBERGER apporte une illustration, sous la forme d'une périodisation, qui restera classique, de l'inflation allemande, sous l'influence variable des différents facteurs. Certains estimeront peut-être que se trouve sous-estimé l'accord implicite des partenaires sociaux pour privilégier la production industrielle et la reconquête des marchés par rapport à la stabilité monétaire.

Dans la deuxième partie, consacrée à l'Europe Centrale et Orientale, on distingue la contribution de Hans KERNBAUER et Fritz WEBER sur les grandes banques viennoises pendant l'inflation. Les auteurs expliquent la stratégie de ces banques: continuer à prêter à un taux inférieur à celui de l'inflation, et compenser leurs pertes en accroissant leurs participations dans les sociétés clientes. Mais les mauvaises performances de l'industrie autrichienne ne permirent pas de rattraper, par la rentabilité des investissements industriels, les pertes encourues dans les opérations de crédit. On a là en germe une des causes de la crise des années 30.

Dans la troisième partie, consacrée aux conflits sociaux, on retiendra l'article de Bernd-Jürgen WENDT consacré aux grandes grèves des industries mécaniques en Angleterre en 1922, comme conséquence de la politique de déflation et comme étape essentielle de l'évolution des rapports patrons-ouvriers, dans un climat de compétition avec l'Allemagne qui avait choisi, elle, au prix de l'inflation, de privilégier l'industrie par rapport à la stabilité monétaire.

On retiendra également l'article d'Irmgard STEINISCH, étude comparée sur l'introduction de la journée de huit heures dans la sidérurgie américaine et la sidérurgie allemande. Echec en Allemagne, succès aux Etats-Unis, cette réforme permet à l'auteur d'analyser l'interaction des facteurs sociaux et syndicaux et des réalités de la production et de la compétitivité. C'est une étude concrète des conditions de l'innovation sociale dans un climat de lutte contre l'inflation.

Très beau volume donc, avec une masse de tableaux et de chiffres fort utiles.

Georges-Henri SOUTOU, Paris

Heinrich August WINKLER, *Der Schein der Normalität. Arbeiter und Arbeiterbewegung in der Weimarer Republik 1924–1930*, Berlin–Bonn (J. H. W. Dietz Nachf.) 1985, 895 p. (*Geschichte der Arbeiter und der Arbeiterbewegung in Deutschland seit dem Ende des 18. Jh.*, hg. von Gerhard A. Ritter).

Avec le concours des fondations Volkswagen et Friedrich Ebert, et sous la direction de Gerhard A. Ritter, la maison d'édition J. H. Dietz Nachf. a entrepris la publication d'une vaste série sur «l'histoire des ouvriers et du mouvement ouvrier en Allemagne depuis la fin du XVIII<sup>ème</sup> siècle». Doivent couvrir la période de Weimar, trois gros volumes de Heinrich August Winkler, spécialiste remarqué de l'histoire politique de l'Allemagne contemporaine notamment pour ses études sur les rapports entre le libéralisme prussien et le nationalisme allemand et sur les relations des classes moyennes à la démocratie et au national-socialisme. Après un premier volume paru en 1984 et intitulé «De la Révolution à la stabilisation 1918–1924» et avant le troisième concernant «le chemin vers la catastrophe 1930–1933», voici donc le deuxième volume consacré à l'âge d'or de Weimar, du printemps 1924 au printemps 1930, au titre évocateur «L'apparence de la normalité».

Plus de 820 pages de texte pour traiter six années, il y a de quoi effrayer a priori le lecteur!



Mais de son long effort, celui-ci ne pourra que tirer profit, car l'ouvrage dépasse largement une histoire conventionnelle de l'idéologie et de l'organisation du mouvement ouvrier allemand et atteint l'ampleur d'un manuel d'histoire générale. Mise en valeur par des notes infra-paginales claires et précises, la documentation utilisée est impressionnante, provenant de la consultation d'archives et de l'exploitation de la quasi totalité de la littérature qui a paru sur Weimar. H. A. Winkler a divisé son travail en trois parties équilibrées. Thématique, la première porte sur «le monde du travailleur pendant les années dorées de la République» et étudie, en dix chapitres, la nature composite de la classe ouvrière allemande, ses conditions de vie et de travail, sa «culture» et ses mentalités, ses organisations et son degré de conscience de classe.

Les deux autres grandes parties sont plus chronologiques, huit chapitres pour la période 1924–1928 qui voit le renforcement des droites, le déchirement des gauches, neuf chapitres pour la vie difficile de la grande coalition des années 1928–1930.

Cet élargissement de l'histoire du monde du travail à une histoire générale de l'Allemagne se justifiait, compte tenu de la problématique qui sous-tend toute l'entreprise de H. A. Winkler: quelle part revient à la classe ouvrière et au mouvement ouvrier dans le processus d'apparente consolidation puis dans celui de l'échec de la République parlementaire qui doit céder la place, au printemps 1930 à un système présidentiel?

Dans son très bref avant-propos (2 pages) H. A. Winkler prend le risque de dénaturer son immense travail d'histoire en simple ouvrage politique. Ne cachant pas sa préférence pour la démocratie libérale et parlementaire, H. A. Winkler énonce derechef l'insuffisante présence dans la République de Weimar, des ingrédients supposés nécessaires à la solidité d'une démocratie parlementaire, et qui sont, après 1945, à la base de la réussite de la démocratie de Bonn... Ont contrarié celle de Weimar selon lui, non seulement des faits objectifs économiques et politiques, mais aussi des faits «subjectifs», à savoir l'héritage politique et mental de l'Etat d'autorité; la droite souhaitait constamment la restauration d'un Etat fort au-dessus des partis comme l'avrait été l'Empire allemand et l'aile gauche de la social-démocratie désirait camper dans l'opposition au nom de la lutte de classes. Pour H. A. Winkler qui récuse le marxisme et le marxisme-léninisme, une des principales faiblesses de la République de Weimar tient moins à la division du mouvement ouvrier entre SPD et KPD – en fait première condition de l'existence de la démocratie parlementaire – qu'à la persistance d'une gauche marxiste dans la social-démocratie. Puisque Weimar avait été fondée sur une collaboration entre des parties de la bourgeoisie et une partie du mouvement ouvrier, le nécessaire gouvernement de coalition avec participation social-démocrate, exigeait une disposition au compromis de classes que ne partageaient pas les ailes extrémistes du DVP et du SPD. H. A. Winkler estime que la décision de la social-démocratie de participer ou non à un gouvernement de coalition ne trouvait pas de justification dans la situation réelle de la classe ouvrière mais qu'elle était avant tout de nature politique. Il déplore que l'esprit de classe l'ait emporté sur l'esprit démocrate et républicain dans la social-démocratie quand celle-ci abandonne la grande coalition le 30 mars 1930. Les huit centaines de pages qui font suite à cette courte et vigoureuse introduction ne développeraient-elles donc qu'une histoire fortement engagée et parsemée de jugements de valeur? En fait, à bien des égards livre d'instruction civique, l'ouvrage de H. A. Winkler est aussi un grand livre d'histoire totale dont un compte-rendu, forcément limité ne peut que souligner et discuter les principales informations et conclusions.

La première partie du livre étudie le prolétariat «en soi et pour soi» dans les années médianes de Weimar. Mettant à mal quelques idées reçues et parfois même le révisionnisme le plus récent, H. A. Winkler montre les nouveaux visages du monde du travail dont la perception est pour les contemporains, occultée par les a priori idéologiques et mentaux hérités de l'Allemagne impériale. Dans les années 1920, l'Allemagne avance vers la société de services et la civilisation de masses. Les actifs travaillent majoritairement dans l'industrie et l'artisanat (41,4 %) mais le tertiaire gagne en fournissant déjà 28,1 % des emplois. Le salariat féminin progresse, mais plus dans les services (44,3 %) que dans l'industrie (20 %). Près d'un



cinquième des ouvriers allemands travaille dans le secteur agricole et au total près d'un tiers occupe des emplois non-industriels. Le prolétariat allemand est donc de nature très composite.

Comme les grandes entreprises n'emploient que les  $\frac{2}{3}$  des ouvriers de l'industrie et que les grandes villes n'en regroupent qu' $\frac{1}{4}$ , le prolétariat industriel type, selon le schéma marxiste, de la grande industrie capitaliste moderne est largement minoritaire et il ne semble pas avoir renforcé sa conscience de classe. Bien au contraire, celle-ci s'est affaiblie ou plus exactement transformée. Années de stabilisation politique, les années médianes de Weimar sont des années de stagnation économique, marquée par un important chômage chronique et fluctuant. Parmi les syndiqués, le pourcentage de chômeurs oscille entre 6,8 % et 18,2 %. A l'origine du marasme économique, H. A. Winkler ne retient pas la thèse défendue récemment par K. Borchardt, celle des salaires trop élevés par rapport à la productivité et met plutôt l'accent sur la cartellisation, la déformation bureaucratique du capitalisme libéral et la distorsion entre rationalisation technique et «dérationalisation économique». Malgré le climat économique défavorable, les conditions de travail et les conditions de vie des ouvriers s'améliorent et par rapport aux autres catégories de salariés, la tendance est au nivellement social. Certes, la classe ouvrière s'autoreproduit à 80 % mais les enfants d'ouvriers connaissent une certaine ascension sociale et contrairement à l'affirmation marxiste, la rationalisation permet la promotion d'ouvriers à des emplois qualifiés. Cette évolution sociale, jointe à d'autres facteurs tels que l'apparition des nouveaux moyens de communication – cinéma, radio – ébranle la culture ouvrière qui avait atteint son apogée entre 1890 et 1914. Cette contre-culture qu'avait forgée la social-démocratie à partir de son réseau d'associations culturelles et sportives s'avère de moins en moins socialiste. La conscience ouvrière, notamment vis à vis de la famille et de la femme, ne coïncide pas avec la conscience de classe idéalisée par le marxisme. Reprenant avec précaution les conclusions de E. Fromm, H. A. Winkler constate bien la pénétration de valeurs bourgeoises dans le milieu ouvrier mais celui-ci reste imperméable à certaines comme l'antisémitisme et le nationalisme agressif. De plus, des comportements jusqu'alors typiquement ouvriers, par exemple sur les plans sexuel et religieux, gagnent les autres groupes sociaux. Ainsi, que des ouvriers aient des préjugés petits-bourgeois ne signifie pas qu'ils sont sur le chemin de l'embourgeoisement mais bien plutôt sur celui de la culture de masse. Entre l'Empire et le nationalsocialisme, la société allemande est bien, selon Th. Geiger, une société de classes «en fusion» ou du moins en transition. En outre, si en votant pour la SPD et le KPD les ouvriers soutiennent une conception marxiste de la société, celle-ci ne regroupait au maximum qu'un tiers des électeurs et restait donc sous Weimar très minoritaire... Au grand regret de H. A. Winkler cette situation minoritaire de l'idéologie marxiste et l'évolution vers la civilisation de masses ne sont pas suffisamment prises en compte par les forces politiques, notamment par la social-démocratie et notre auteur s'emploie dans les deux autres grandes parties de son ouvrage à démontrer les conséquences néfastes pour la démocratie parlementaire de ce décalage entre la réalité sociale et la vie politique...

Le deuxième tiers du volume traite la période 1924–1928 pendant laquelle les droits se renforcent alors que des crises internes au SPD et au KPD accroissent encore la division du mouvement ouvrier. Parti ouvrier des grandes villes et des régions catholiques, le KPD est surtout un parti de chômeurs – 70 % de ses membres sont sans travail – et se soumet à la bolchévisation, rompant ainsi complètement avec l'héritage de Rosa Luxembourg. Sous le poids de son aile gauche, le SPD retrouve son rôle de parti d'opposition d'avant Weimar. Six ans après la fondation du régime, un monarchiste convaincu peut être élu président de la République: certes le SPD a raison d'accuser le KPD d'avoir grâce au maintien de Thälmann au deuxième tour contribué à élire Hindenburg, mais le refus des socialistes de constituer une grande coalition avec les partis bourgeois n'a pas encouragé les électeurs bourgeois à se rallier au candidat du Zentrum, soutenu par le SPD. Approuvant la politique extérieure de Stresemann mais luttant contre la politique économique et sociale du DVP, le SPD se cantonne dans une opposition conditionnelle à cette république devenue «conservatrice et ploutocratique».



Cette politique à courte vue contribue à l'instabilité du régime en ébranlant la crédibilité parlementaire du SPD comme celle de la démocratie parlementaire. H. A. Winkler constate que le SPD s'est alors comporté en parti de classe et non en Volkspartei. Même si la mobilisation conjointe du KPD et du SPD est un succès lors du referendum de juin 1926 sur l'expropriation des princes, cet appel au peuple s'avère être moins un défi à la majorité bourgeoise du Reichstag qu'un défi à la démocratie parlementaire et peut servir d'exemple aux adversaires du plan Young en 1929. Certes la concurrence communiste compliquait le choix de la social-démocratie. Si elle concluait la coalition avec les partis bourgeois, elle risquait de perdre des adhérents sur sa gauche au profit des communistes; si elle s'affirmait, comme le KPD, un parti de classe d'opposition, elle s'isolait des forces bourgeoises démocratiques qui désiraient collaborer avec elle et laissait donc le pouvoir aux forces de droite. Prix idéologique payé pour la réunification avec les indépendants, le programme d'Heidelberg rompt en 1925 avec celui de Görlitz de 1921 qui était adapté à la république parlementaire. Même amendée par Hilferding en 1927 à Kiel, la plateforme du SPD correspond plus à la nature d'un parti d'opposition dans un état préparlementaire comme l'était l'Empire allemand qu'à la situation réelle du parti classique d'état parlementaire qu'était devenu le SPD dans la république de Weimar. Comment ne pas regretter, selon H. A. Winkler, ces paroles d'un social-démocrate berlinois F. Kunstler: »la social-démocratie allemande n'a pas à avoir plus de responsabilité dans une république que le pouvoir de la classe ouvrière dans cette république. Si une république mène une politique contre la classe ouvrière, la social-démocratie, de par sa nature, a le devoir de combattre cette république aussi vivement qu'une Allemagne de Guillaume II«. Quelle différence, aurait pu ajouter H. A. Winkler, avec le socialisme français de Jaurès et de Blum pour qui la République était déjà un acquis qu'il fallait à tout prix préserver. Cette cécité de la social-démocratie l'empêche de mesurer pour la classe ouvrière précisément cet acquis de la république parlementaire, même quand celle-ci est dirigée par les partis bourgeois: ainsi, si un gouvernement de droite adopte en juillet 1927 l'assurance chômage, c'est en grande partie grâce au cadre du système parlementaire puisque, pour éviter l'éclatement de la coalition bourgeoise, les organisations patronales et le DVP ont du concéder cette mesure au Zentrum en compensation de celles accordées aux entrepreneurs: une république parlementaire, même exclusivement gouvernée par les forces bourgeoises, s'avérait donc toujours plus favorable aux ouvriers qu'un régime d'autorité impérial ou présidentiel ... Toutefois, H. A. Winkler reconnaît que les lois sociales adoptées sont moins l'expression d'un compromis de classe qu'une compensation à l'absence de ce compromis, que la démocratisation de l'économie avec les accords salariaux, les conseils d'entreprise et l'arbitrage n'était encore qu'une façade et qu'une partie des milieux d'affaires, notamment l'industrie lourde, souhaitait la transformation du régime en un état d'autorité. Ceci peut justifier le faible enracinement de la démocratie parlementaire républicaine dans la social-démocratie. Y contribuent aussi la réalité sociologique de la social-démocratie et la concurrence d'un parti communiste en voie de stalinisation. Même s'il s'est quelque peu intellectuelisé, le SPD ne s'est pas embourgeoisé: 73 % de ses membres sont encore des ouvriers manuels. Il reste donc un parti ouvrier et sa déprolétarianisation très limitée n'en fait pas déjà un Volkspartei. Avec un recrutement à 80 % masculin, le SPD reste aussi un parti d'hommes dont les  $\frac{1}{3}$  avaient eu 18 ans dès l'avant-guerre: dominé par les générations de l'Allemagne impériale, le parti est le noyau et le gardien de la sub-culture socialiste grâce à ses multiples organisations; de ce fait, le SPD trouve peu d'écho dans les classes moyennes anciennes et nouvelles: la tentative de repenser les rapports du socialisme au peuple et à l'état esquissée par le cercle d'Hofgeismar reste marginale alors qu'elle était porteuse d'avenir: le programme de Bad Godesberg de 1959 n'est-il pas, selon H. A. Winkler, »plus spirituellement plus proche d'Hofgeismar que d'Heidelberg«! Certes, la gestion socialiste en de nombreuses villes et surtout la social-démocratie »Modell Preußen« au pouvoir à Berlin aboutissent à des réalisations remarquables mais c'est précisément là où comme en Prusse, le renouvellement des cadres socialistes a été le plus important par rapport à l'avant



guerre et où l'aile gauche du parti est le moins fortement implantée... L'autre parti ouvrier, le KPD se veut, bien sur, encore moins intégré à la république de Weimar. Avec 145 000 membres en 1926, le KPD a réussi à devenir un parti de masse mais comme son homologue français, c'est un parti-passoire puisqu'entre 1920 et 1933 un million de personnes l'a traversé et que seulement ¼ de ses membres de 1927 y participaient en 1920. Les différences avec le SPD sont diverses; des membres plus jeunes mais encore moins de femmes (16,5 % seulement), une organisation à base de cellules d'entreprises, une légère surreprésentation des ouvriers des grandes entreprises, la présence d'autant d'ouvriers qualifiés que dans le SPD mais globalement un recrutement moins élevé dans l'échelle sociale... Mais deux caractères sont primordiaux: le KPD est le parti des chômeurs de la république de Weimar avec plus de la moitié de ses membres sans travail et surtout ce parti de masse est de plus en plus soumis à un parti d'un autre type, un parti de conspirateurs au modèle forgé sous l'état tsariste policier, adapté aux objectifs de Staline et de l'Union soviétique mais certainement pas, selon H. A. Winkler, aux besoins du prolétariat allemand... Toutefois, en 1928 le succès électoral de la social-démocratie, la plus importante force républicaine semble consolider la république. Pourquoi à peine deux ans après, la démocratie parlementaire cède-t-elle la place à un régime présidentiel? Tel est l'objet de la troisième et dernière partie de l'ouvrage H. A. Winkler.

Loin de prouver la stabilité croissante de la démocratie parlementaire, les élections législatives de mai 1928 confirment au contraire la persistance de son instabilité. Avec 10,6 % des voix pour le KPD et 29,8 % pour le SPD, l'ensemble marxiste dépasse à peine 40 % des suffrages; les partis ouvriers ont su mobiliser leur électorat traditionnel mais n'ont pas élargi leur base électorale aux couches moyennes. Les partis centristes bourgeois (Zentrum, DDP) se sont affaiblis au profit des multiples petits partis de défense d'intérêts urbains et ruraux régionaux. Difficilement conclue, la grande coalition est seulement un cabinet de personnalités. Les partis membres de la coalition ne le considèrent pas comme «leur gouvernement» et sont prêts à entrer en opposition suivant un schéma de pensée datant de l'Allemagne impériale; ainsi, le SPD emploie une tactique «incroyable» lors de l'affaire du cuirassé, les ministres socialistes, en tant que ministres, en approuvent la construction mais la refusent comme députés au Reichstag. La grande coalition est sauvée mais le 14 novembre 1928 est un «jour noir» pour la démocratie parlementaire et une étape sur le chemin de son échec. Quand la revue gauchiste «Klassenkampf» écrit que «la confiance des masses dans le système parlementaire ne sera pas ébranlée parce que l'application d'une mesure conforme à l'intérêt du prolétariat et à la majorité du peuple mènera à une crise gouvernementale mais bien plus parce que la majorité du parlement ne se conformera pas à la majorité du peuple et que les promesses faites au peuple seront trahies seulement pour éviter une crise gouvernementale», H. A. Winkler ne peut contenir son indignation, la gauche social-démocrate montrait ainsi que six ans après la fondation de la République, elle ne faisait pas de la démocratie parlementaire, son affaire et qu'elle était encore remplie d'illusions «vulgär demokratisch». La gauche interdit au SPD de définir une politique cohérente en matière militaire, économique et financière et l'empêche de devenir un Volkspartei car elle ne fait que se renforcer – 22 % des délégués au congrès de Heidelberg en 1925, 40 % à celui de Magdebourg en 1928 – d'autant plus qu'elle s'appuie sur la sub-culture socialiste. En effet, c'est dans les régions où celle-ci est la plus développée que domine la gauche du parti, le fermant aux classes moyennes et aux ruraux: dans les campagnes de Saxe et de Thuringe, le SPD n'est pas plus implanté que dans celles de Bavière et de Prusse orientale! Répudiant le radicalisme utopique et même le marxisme, la «jeune droite» continuant Hofgeismar désire élargir le recrutement de la social-démocratie à la bourgeoisie et associer le socialisme à la défense de la République. Mais H. A. Winkler constate que cette rénovation du socialisme a été moins bien comprise par la social-démocratie que par les adversaires de la démocratie – aucune publication socialiste ne fut plus attaquée par les nazis que les «Neuen Blätter für den Sozialismus» –. Or le renouvellement de la social-démocratie était d'autant plus nécessaire que le KPD s'engageait dans un combat frontal contre le SPD et accentuait la



division du mouvement ouvrier. Celle-ci devenait de plus en plus sociale avec la crise économique qui ébranlait plus le milieu communiste que le milieu social-démocrate et poussait le parti des chômeurs à la radicalisation. Mais cette radicalisation du KPD, soumis à l'URSS s'avérait sans but alors que la radicalisation parallèle de la droite visait à la destruction de la démocratie. A propos du ralliement des intellectuels au KPD au détriment du SPD, H. A. Winkler n'hésite pas à parler de la «trahison des clercs» et déplore que l'avant-garde artistique qui faisait la culture de Weimar – en fait limitée à Berlin – n'ait pas compris que sa sauvegarde passait, face au péril de droite, par l'alliance avec la social-démocratie pour la défense de la démocratie. La crise économique et ses conséquences financières et sociales entraînent l'irruption de la lutte de classes dans le cabinet de la grande coalition au point que celle-ci se brise en mars 1930. L'étude des sources actuellement disponibles autorise H. A. Winkler à poser la «Schuldfrage» et à trancher entre la thèse de W. Conze et de E. Eyck attribuant la principale responsabilité au SPD et celle d'autres historiens tels M. Vogt et B. Weisbrod qui la rejettent sur les vieilles élites du pouvoir – Hindenburg, Reichswehr, agrariens et grande industrie –. H. A. Winkler privilégie résolument cette dernière mais il souligne qu'en acceptant le 27 mars 1930, malgré l'hostilité des syndicats et de la gauche, le compromis Brüning sur l'assurance chômage, le SPD aurait assuré non seulement la survie du cabinet Müller mais sans doute aussi celle de la démocratie parlementaire. Il n'y avait pas d'alternative parlementaire à la grande coalition. Mais cette solution qui était pour Hilferding une expression de «responsabilité républicaine» semblait à la gauche du parti une trahison de l'intérêt de classe prolétarien! La social-démocratie n'a pas voulu rompre son étroite liaison avec le syndicalisme qui lui offrait sa légitimation théorique alors même que l'ADGB s'était libéré bien plus que le SPD de l'idéologie de lutte de classes. En définitive, s'il est vrai que la droite a conspiré contre la démocratie parlementaire, une culture démocratique suffisante manquait aussi à gauche... En septembre 1930, alors que le temps des ordonnances avait déjà commencé G. Radbruch invite dans les «Neuen Blätter für Sozialismus» encore la social-démocratie à ne pas considérer la démocratie seulement «comme une échelle vers le socialisme qu'on écarte une fois le socialisme atteint» mais bien au contraire «comme déjà la réalisation d'une grande moitié de son programme» en vue de réaliser l'autre moitié...

Ce n'est pas le moindre mérite de H. A. Winkler que d'avoir établi que la démocratie a été affaiblie moins par la force de ses adversaires que par la faiblesse et les contradictions de ses propres partisans. Même si notre auteur attaque parfois de façon trop simpliste la suspicion marxiste vis-à-vis de la démocratie formelle, son œuvre où se devine l'influence de J. Habermas, reste magistrale et allie à la richesse de l'information la pertinence de l'analyse. Le lecteur ne peut attendre qu'avec une vive impatience la parution du troisième volume où H. A. Winkler se propose d'étudier comment après l'échec de la démocratie parlementaire, l'Allemagne s'engagea vers la catastrophe et comment le mouvement ouvrier divisé vécut les trois dernières années de Weimar.

Jean-Marie FLONNEAU, Orléans

Karl HAUSHOFER, De la géopolitique. Traduit de l'allemand par André MEYER, préface de Jean KLEIN, introduction de Hans-Adolf JACOBSEN, Paris (Fayard) 1986, 268 S. (Géopolitiques et stratégies).

Nachdem sie über Jahrzehnte fast schon in Vergessenheit geraten war, ist die Geopolitik in jüngster Zeit wieder verstärkt ins Blickfeld der Politikwissenschaft geraten. War in Deutschland das Interesse noch vordringlich auf dem Umweg über die Erforschung der Geschichte des Dritten Reiches geweckt worden, ist diese Rückbesinnung im allgemeinen wohl eher aus der politischen Entwicklung der letzten beiden Jahrzehnte zu erklären. Der weltweit immer